

# Mgr Henri Delassus (1836-1921)

## III. Le combattant

par Louis Medler

La première partie de cette étude a montré en Mgr Delassus l'héritier de l'école contre-révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle (*Le Sel de la terre* 24) ; la seconde a analysé sa dénonciation des ennemis *extérieurs* de l'Église (*Le Sel de la terre* 28). Il reste à étudier son combat contre les ennemis *intérieurs*, et à souligner tant sa lucidité à leur égard, dans la tornade démocrate chrétienne qui marqua la fin du pontificat de Léon XIII, – c'est l'objet de cet article – que sa charité dans la façon de donner et de recevoir les coups – ce sera, si Dieu veut, le thème d'un dernier article.

*Le Sel de la terre.*

\*  
\* \*

L'ANNÉE 1999 voit le centenaire d'un grand livre, le premier ouvrage de combat d'Henri Delassus : *L'Américanisme et la conjuration antichrétienne*<sup>1</sup> (février 1899).

Depuis 1892, où Léon XIII a lancé sa politique de Ralliement à la république, on voit en effet se développer en France une troisième tentative catholique libérale, menée cette fois-ci par ceux que l'on appelle les *abbés démocrates*<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> — DELASSUS Mgr Henri, *L'Américanisme et la conjuration antichrétienne* (que nous désignerons désormais par le seul mot *L'Américanisme*), Lille, DDB, 1899.

<sup>2</sup> — La première tentative est celle de Lamennais, arrêtée par l'encyclique *Mirari Vos* de Grégoire XVI (1832) ; la deuxième, menée sous Pie IX par Montalembert et Mgr Dupanloup, est réfrénée par le *Syllabus* ; la troisième vague, sous Léon XIII, à partir des années 1890, ne sera stoppée que par le pape saint Pie X. Voir *Le Sel de la terre* 14, p. 122-123. Cette distinction des trois tentatives, due à l'historien libéral Georges WEILL (*Histoire du catholicisme libéral en France, 1828-1908*, Paris, 1909, p. 281-283) est reprise par l'abbé Emmanuel BARBIER dans son *Histoire du catholicisme libéral et du catholicisme social en France*, Bordeaux, Cadoret, 1923 (que nous désignerons désormais par le seul mot : *Histoire*). Le portrait des abbés démocrates a été fait avec talent par Robert HAVARD DE LA MONTAGNE dans son *Histoire de la démocratie chrétienne*, Paris, Amiot-Dumont, 1948, p. 138-188.

Quoique minoritaire (l'immense majorité des curés n'accepte le Ralliement qu'avec réticence), ce mouvement sait attirer le jeune clergé, en dénonçant tous ses opposants comme *réfractaires* aux directives pontificales. La majorité reste silencieuse, et la *Semaine religieuse de Cambrai* qu'Henri Delassus dirige depuis 1874 (et à qui il a su assurer un rayonnement international) va se retrouver, avec *La Vérité* d'Arthur Loth et Auguste Roussel, un des deux phares de la résistance catholique.

Loth et Roussel, disciples de Louis Veuillot, ont quitté *L'Univers* lors de son évolution libérale (1893) pour fonder *La Vérité*. Sans critiquer les directives de Léon XIII, ils combattent la dérive libérale, dénonçant par exemple le projet de Congrès des religions prévu pour 1900 ou, dès 1897, les erreurs de l'américanisme. Léon XIII condamnera celles-ci en 1899, confirmant les analyses de *La Vérité* mais elle n'en continuera pas moins à être dénoncée par les libéraux comme désobéissante au pape et, pour cette raison, écartée des séminaires où, en revanche, la propagande démocrate chrétienne (puis moderniste) va bon train <sup>1</sup>.

La *Semaine* du chanoine Delassus a l'avantage d'une certaine honorabilité : sans être organe officiel de l'archevêché, elle a été fondée et demeure sous son patronage. Cela n'empêche pas les attaques (le seul fait de célébrer, le 21 janvier 1895, une messe pour Louis XVI vaut à son directeur le qualificatif de *réfractaire*), mais cela protège de certaines manœuvres : lorsque les démocrates chrétiens, furieux de la condamnation de l'américanisme (et plus encore du succès de l'ouvrage d'Henri Delassus), essaieront de faire intervenir le cardinal Rampolla contre la *Semaine*, elle sera couverte par l'archevêque de Cambrai, Mgr Sonnois.

Sous saint Pie X (1903-1914), Mgr Delassus est fermement appuyé par Rome, mais son nouvel archevêque, Mgr Delamaire, est favorable aux démocrates chrétiens. C'est de ce côté que viennent maintenant les difficultés.

Les approbations de Rome sont toutefois les plus fortes. Le saint pape manifeste une véritable affection pour Mgr Delassus, notamment par la lettre manuscrite qu'il lui adresse pour son jubilé sacerdotal. Ce jubilé, en 1912, est comme un triomphe pour Mgr Delassus. Les voix les plus autorisées soulignent à l'envi combien les documents de saint Pie X confirment ses analyses et justifient son combat. Mgr Monnier (auxiliaire de Cambrai) lui écrit :

Les contradictions n'ont pas manqué de vous assaillir. Mais la vérité est ce qu'elle est ; et il s'est trouvé que toutes les témérités et nouveautés dangereuses,

---

<sup>1</sup> — Émile POULAT raconte cette propagande. Dans le diocèse de Valence, par exemple : « Très agissants, les "séminaristes sociaux" avaient, en quelques années, réduit l'opposition des "réfractaires". Ils s'étaient bornés, au début, à une organisation précise et secrète, se répartissant les livres à acheter et les nouveaux élèves à chapitrer, faisant lire à ceux-ci Fonsegrive, Dehon, Naudet, Gayraud, les journaux démocrates chrétiens, établissant des liaisons avec les aînés du petit séminaire de Valence et, grâce aux périodes militaires, avec les "sociaux" des séminaires de France. Lorsqu'ils eurent le nombre, ils organisèrent, en marge du règlement, pendant les récréations, des réunions d'étude. (...) » (*Histoire, dogme et critique dans la crise moderniste*, Tournai, Casterman, 1979, p. 286-288).

signalées par vous avec une persévérance héroïque, ont fini par être condamnées à Rome comme erreurs doctrinales <sup>1</sup>.

La *Semaine* d'Henri Delassus a joué un grand rôle, dès 1906, dans la dénonciation du Sillon (qui est sans doute l'expression la plus achevée de la troisième vague libérale). Elle s'est révélée « l'organisation de guerre la plus vaste peut-être qu'on ait dirigée contre le Sillon <sup>2</sup> » ; l'abbé Michel (professeur de théologie à Lille) pourra déclarer après la condamnation du *Sillon* :

Le nom de Mgr Delassus évoque l'image d'un champion de la cause de la vérité intégrale : il y a quelques années, ce champion menait encore rude bataille ; aujourd'hui, le triomphe de ses principes est indiscutable et demeure indiscuté. Pie X l'a consacré dans ses encycliques, et l'élévation de Mgr Delassus à la dignité de protonotaire apostolique exprime l'entière approbation donnée par le pape aux idées du prélat <sup>3</sup>.

En 1913, saint Pie X fonde le diocèse de Lille en scindant le gros diocèse de Cambrai. Mgr Delassus, qui le souhaitait depuis longtemps, se réjouit surtout de la nomination de Mgr Charost, connu pour son hostilité aux erreurs modernes : le 11 décembre 1913, lors de son intronisation à Notre-Dame de la Treille (dont Mgr Delassus est chapelain), le nouvel évêque salue « la ville de Lille qui s'éclaire au soleil de la vérité intégrale et qui repousse, avec toute la ténacité dont Dieu a doué notre race flamande, le mirage du faux et décevant libéralisme <sup>4</sup> ».

On ne pouvait louer plus clairement le combat de Mgr Delassus, dont l'influence connaît son apogée au cours des années 1910-1914. Son combat est relayé par des prêtres de la génération suivante, notamment l'abbé Barbier, et le père Maignen qu'il a la joie de rencontrer. Car, raconte Havard de la Montagne :

S'ils combattaient de longue date dans le même camp, ils ne s'étaient jamais vus (tels, autrefois, Maistre et Bonald). Un jour, enfin, l'occasion se présenta. Comme ils parlaient peu, l'un et l'autre, nous nous demandions avec inquiétude : « Et s'ils ne se disent rien ? » Peut-être n'ont-ils pas beaucoup causé, mais nous avons su, par leur double témoignage, qu'ils avaient joui chacun de la présence de l'autre, qu'ils s'étaient quittés pleinement heureux. Penser en commun, c'était leur joie, ce jour fut une fête <sup>5</sup>.

En 1910, après avoir constaté que « Mgr Delassus fut longtemps seul sur la brèche », Dom Besse ajoutait :

---

<sup>1</sup> — Lettre citée dans la brochure éditée en 1912 par Desclée (Lille) : *Cinquantième de l'ordination sacerdotale de Mgr Henri Delassus*, p. 9.

<sup>2</sup> — CARON Jeanne, *Le Sillon et la démocratie chrétienne, 1894-1910*, Paris, Plon, 1967, p. 606.

<sup>3</sup> — MICHEL abbé Albert (1877-1972), « A travers l'œuvre de Mgr Delassus, notes et réflexions », *Les Questions ecclésiastiques* (revue mensuelle publiée par des professeurs des facultés catholiques de Lille) 4<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1911, p. 441.

<sup>4</sup> — Cité par PIERRARD Pierre, *Histoire des diocèses de Cambrai et de Lille*, Paris, Beauchesne, 1978, p. 296.

<sup>5</sup> — HAVARD DE LA MONTAGNE R., *Histoire de la démocratie chrétienne*, p. 141.

Son exemple a été fécond. Le père Maignen, l'abbé Barbier, le chanoine Gaudeau, le Père Fontaine, je me borne aux plus connus, ont porté à l'erreur des coups vigoureux. La victoire se prononce en leur faveur. Elle n'est pas encore définitive. Mais les jugements prononcés par le souverain pontife ne permettent guère de mettre l'issue en doute <sup>1</sup>.

En fait, rien n'est joué. Dès la mort du saint pape, les novateurs relèvent la tête. Mgr Delassus ne sera plus attaqué de front mais doucement écarté, progressivement oublié – avec tous les égards dus à son âge et ses décorations passées.

L'abbé Michel, qui louait si fort « la hauteur de vue, l'élévation de la pensée, l'exactitude de doctrine » de Mgr Delassus, ne lui consacra pas la plus petite notice lorsqu'il dirigera la rédaction des tables du D.T.C.

A-t-il changé d'avis entre temps – ou bien craignait-il des représailles ? C'est que Mgr Delassus s'est attiré des haines persistantes. Il essayait pourtant d'éviter les polémiques personnelles. Il notait au début d'un ouvrage :

Nous serons amenés, et déjà nous l'avons été, à prononcer quelques noms. Il est impossible de se soustraire complètement à cette nécessité dans une étude de ce genre ; nous l'écartérons toutes les fois que la chose sera possible <sup>2</sup>.

Mais on a rarement raison impunément, surtout face à des libéraux.

## La troisième vague libérale (années 1890)

Ne perdons pas de vue les circonstances concrètes : ce n'est pas Lamennais ni le libéralisme en général que combat Mgr Delassus, mais l'ennemi de son temps : la troisième vague libérale, celle de l'abbé Lemire, du Sillon, de la démocratie chrétienne. La distinction est importante pour bien comprendre son combat.

### Les abbés démocrates

La première caractéristique de la troisième vague libérale, ce sont ses meneurs, les *abbés démocrates* : des prêtres d'un nouveau genre qui se sont donné pour mot d'ordre d'aller au peuple, et sont fort remuants ; ils fondent des journaux, multiplient les réunions publiques, organisent de grands débats contradictoires, enfin, à l'occasion,

<sup>1</sup> — Dom BESSE dans *La Critique du libéralisme*, t. III, n° 34, 1<sup>er</sup> mars 1910, p. 577. Le père Julien Fontaine (S.J., 1839-1917) est à peu près de la génération de Mgr Delassus mais le Père Charles Maignen (des frères de saint Vincent de Paul, 1858-1937), l'abbé Emmanuel Barbier (jésuite sécularisé, 1851-1924) et le chanoine Gaudeau (jésuite sécularisé lui aussi, 1854-1925) sont plus jeunes. Tous luttèrent vaillamment mais il est exact que la *Semaine* de Cambrai fut la première sur la brèche : si *La Vérité* (où écrivit le père Maignen) fut fondée en 1893, *La Foi catholique* du chanoine Gaudeau (aidé du père Fontaine) ne naquit qu'en 1908, comme *La Critique du libéralisme* de l'abbé Barbier.

<sup>2</sup> — DELASSUS Mgr, *L'Américanisme*, p. 10.

mènent campagne électorale pour pouvoir déployer leurs talents à la Chambre. Surtout, ils travaillent à entraîner derrière eux les séminaristes.

Le phénomène éclate subitement et marque une génération bien précise. Les quatre plus célèbres, les abbés Garnier, Lemire, Gayraud, Naudet, nés entre 1850 et 1859, ont été ordonnés entre 1874 et 1883 – décennie qui voit, outre l'arrivée au pouvoir des républicains, la mort des grands ténors de l'antilibéralisme : Dom Guéranger (1875), Pie IX (1878), le cardinal Pie (1880), Mgr de Ségur (1881), le comte de Chambord (1883), Louis Veuillot (1883). Pour les jeunes ordonnés, il est évident qu'une ère s'achève. La mort du comte de Chambord semble anéantir tout espoir de restauration monarchique ; le cri lancé par le héraut de l'américanisme, Mgr Ireland, séduit ces âmes trop avides d'action :

Du nouveau ! Tel est le mot d'ordre de l'humanité. (...) Aujourd'hui, les moyens ordinaires sentent la décrépitude de la vieillesse ; la crise demande du nouveau, de l'extraordinaire <sup>1</sup>.

L'analyse se confirme si l'on considère l'ensemble des abbés démocrates : les abbés Bœglin, Pastoret, Fesch et Six sont eux aussi nés entre 1851 et 1860. Les autres sont plus jeunes encore : pour eux, la période de transition ne se situe pas au début de la vie sacerdotale mais pendant les années de séminaire. Citons les abbés Dabry et Klein (nés en 1862), Birot et Brugerette (1863), Bataille (1864), Vaneufville (1866), Glorieux et Tiberghien (1867). L'abbé Vaneufville est encore diacre lorsqu'il rédige, en 1894, l'éditorial du premier numéro de la revue *La Démocratie chrétienne*. Les abbés Leleu et Mahieu collaborent à la même revue, encore séminaristes (à Lille), à l'insu de leur supérieur, et signent leurs articles du pseudonyme *Nincke* <sup>2</sup>.

Les exceptions confirment la règle ; tel le père Dehon (né en 1843) qui se trouva en retrait sur ses confrères plus jeunes ; tel aussi celui qui fut surnommé le père de la démocratie chrétienne : Léon Harmel <sup>3</sup>.

Y a-t-il *fracture des générations* ? En tout cas plusieurs curés ont senti un décalage et, lorsqu'ils écrivent à Mgr Delassus pour l'assurer de leur soutien, ils se situent parmi les « anciens du diocèse » s'inquiétant de l'évolution du jeune clergé <sup>4</sup>.

La vague des abbés démocrates, c'est la génération Léon XIII – celle qui, lancée dans l'apostolat sous son pontificat, a prétendu (à tort ou à raison) suivre ses directives. En face, Mgr Delassus incarne la génération Pie IX – celle du *Syllabus*.

<sup>1</sup> — Cité par BARBIER abbé E., *Histoire*, t. 3, p. 106.

<sup>2</sup> — Voir TALMY R., *Une forme hybride du catholicisme social en France : L'Association catholique des patrons du Nord, 1884-1895*, Lille, Facultés catholiques, 1962, p. 178.

<sup>3</sup> — Léon Harmel (1829-1915), surnommé *le bon père* par les ouvriers de son usine du Val-des-Bois puis par Léon XIII lui-même, fut l'ami de Louis Veuillot, Mgr de Ségur et du cardinal Pie avant d'être le maître de Marc Sangnier. Son titre de *père* de la démocratie chrétienne montre bien son rôle dans l'apparition de cette école (c'est lui qui obtint de Léon XIII l'approbation de son nom), mais indique aussi qu'il n'appartient pas à la même génération : comme le chanoine Dehon, on peut le considérer comme une sorte d'intermédiaire entre les catholiques sociaux et les démocrates chrétiens, qui surent exploiter sa bonhomie à leur profit.

<sup>4</sup> — Voir MAYEUR J. M., *L'Abbé Lemire*, p. 396.

## Première et deuxième démocratie chrétienne

La troisième vague libérale est aujourd'hui désignée par les historiens comme la *deuxième démocratie chrétienne*. La *première démocratie chrétienne*, c'est celle qui s'agita en 1848 autour de *L'Ère nouvelle* (le quotidien de l'abbé Maret, d'Ozanam et Lacordaire <sup>1</sup>), dont les meneurs de la deuxième vague libérale (Dupanloup-Montalembert) surent habilement se démarquer. C'est ce qui fit d'ailleurs le succès de cette deuxième vague libérale : la démocratie était prématurée et le catholicisme républicain s'éclipsa pour une quarantaine d'années dès que Napoléon III parvint au pouvoir. Le catholicisme libéral, lui, demeura, et la modération politique dont il avait fait preuve obtint à ses adeptes un certain répit. Enhardis par leurs succès, ils finirent toutefois par parler trop fort et trop clairement, notamment au congrès de Malines (1863) ; la condamnation tomba en 1864 (*Quanta Cura* et *Syllabus*) <sup>2</sup>.

La troisième vague libérale, par son idéologie comme par son recrutement, s'apparente bien davantage à *L'Ère nouvelle* qu'à la vague Dupanloup-Montalembert. Mgr Delassus le souligne en intitulant une de ses études : « Comme en 48 <sup>3</sup> » ; Dom Besse le note aussi en la décrivant :

Le travail de décomposition des forces catholiques en France commença vers 1890. Ceux qui avaient alors l'âge d'homme se rappellent les articles de journaux, les brochures et les livres par lesquels l'erreur affirmait ses progrès. Ils firent beaucoup de bruit. Ces manifestations causèrent de la surprise. On n'avait pas vu chose pareille depuis 1848. Les uns criaient à la rénovation du catholicisme ; les autres avaient peur de la nouveauté. Le nombre allait aux premiers. Des journaux, qui s'étaient donné le rôle de guider l'opinion catholique, applaudissaient de toutes plumes. De graves revues paraissaient se complaire au spectacle. C'est dans ces circonstances que la politique du ralliement fut proposée et imposée aux Français. L'intelligence catholique entra dans une crise qui ne finira pas de sitôt. Ce fut le lâchage organisé sur presque toutes les lignes. Tous ne couraient pas après l'erreur ; mais on compte ceux qui criaient : gare. Quelques journaux et des écrivains restèrent fidèles à eux-mêmes. On feignit de les ignorer, quand on ne chercha point à étouffer leurs voix sous le ridicule. Il n'était pas facile de rendre témoignage à la vérité. Les prudents gardèrent le silence. Les apôtres de l'erreur n'en demandaient pas davantage.

Des prêtres cependant crurent le silence honteux. Leur clairvoyance théologique fut de bonne heure en éveil. Les écrits et les discours des novateurs sonnaient faux ; ils s'en aperçurent. Il ne leur suffit point de s'en prendre aux écrits théologiques.

<sup>1</sup> — Sur *L'Ère nouvelle* et ses essais de catholicisme républicain, voir le cinquième chapitre de *L'Église occupée* de Jacques PLONCARD D'ASSAC (Chiré en Montreuil, 1975, p. 85-93) et *Le Sel de la terre* 15, p. 130-135 (ainsi que les p. 123-124 sur Ozanam – que Jean-Paul II a béatifié en 1997).

<sup>2</sup> — Sur la deuxième vague libérale en général, voir *Le Sel de la terre* 15, p. 118-150 et 16 p. 132-174 (et notamment p. 146-152 sur le pacte de la Roche-en-Breny et 152-174 sur le congrès de Malines).

<sup>3</sup> — DELASSUS Mgr, *Vérités sociales et erreurs démocratiques* (désormais : *VSED*) Lille, DDB, 1909.

L'Église, tout en veillant sur ses dogmes, porte intérêt à certaines vérités naturelles, qui touchent à ses dogmes et à sa constitution. Quelques vérités sociales sont de ce nombre. Ses ministres n'ont pas le droit de les abandonner aux négations du premier venu. C'est ce qu'a très bien compris l'éminent directeur de la *Semaine religieuse de Cambrai* <sup>1</sup>.

Soulignons toutefois que la deuxième démocratie chrétienne (ou 3<sup>e</sup> vague libérale), loin d'être la fille légitime de la première, vit le jour parmi ceux qui avaient résisté aux précédents assauts libéraux. C'est dans le camp intransigeant, parmi les anti-libéraux, que s'est développé le catholicisme social au sein duquel elle naîtra.

### École de Liège et école d'Angers

L'apparition du catholicisme social (dont les pionniers, Maignen, de Mun, La Tour du Pin sont fermement contre-révolutionnaires et anti-libéraux) occasionne en effet une nouvelle ligne de fracture entre catholiques, qui va peu à peu prendre le pas sur l'ancienne division entre libéraux et intransigeants. Ce déplacement des centres d'intérêt permet aux thèses libérales de regagner insidieusement le terrain perdu, grâce à une géniale manœuvre de diversion : focaliser l'attention de ses anciens adversaires sur le libéralisme économique tout en leur faisant avaler, sans qu'ils s'en rendent compte, le libéralisme idéologique.

C'est sur les questions économiques, notamment celle du juste salaire, que se produit la nouvelle fracture. Les intransigeants sont tous d'accord pour combattre l'individualisme révolutionnaire, mais divergent sur le choix des moyens : deux tendances se forment, qui en arrivent à se lancer mutuellement les accusations de socialisme ou, en réponse, de libéralisme (économique) :

— l'école dite *d'Angers* est la vieille école, conservatrice et (économiquement) libérale ; constituée derrière Mgr Freppel, elle se regroupe autour de quelques professeurs : Charles Perrin à Louvain, Joseph Rambaud à Lyon, Claudio Janet à Paris. L'Association catholique des patrons du Nord penche nettement de ce côté <sup>2</sup>. L'abbé Barbier aussi ;

— en face, l'école que l'on peut, en simplifiant, appeler *de Liège* paraît novatrice, mais affirme revenir à la pensée de saint Thomas d'Aquin (c'est l'époque du renouveau thomiste) et accuse la première de trop accorder au libéralisme économique. Elle est illustrée par Mgr Ketteler (Allemagne), Vogelsang (Autriche) Toniolo et Taparelli (Italie) ; elle inspire, en France, le marquis de La Tour du Pin, l'Action populaire ou les Semaines sociales. Plusieurs de ses vues seront approuvées par le Saint-Siège, mais

---

<sup>1</sup> — Dom BESSE, dans *La Critique du libéralisme*, t. III, n° 34, 1<sup>er</sup> mars 1910, p. 576.

<sup>2</sup> — Voir TALMY R., *Une forme hybride du catholicisme social en France : L'Association catholique des patrons du Nord, 1884-1895*, Lille, Facultés catholiques, 1962, p. 132-146 et 168-191.

certains de ses membres prennent des positions extrémistes qui, par contrecoup, confirmeront les conservateurs français dans la première école <sup>1</sup>.

Les démocrates chrétiens pourront donc traiter leurs adversaires de *libéraux* : le terme en vient à ne plus désigner que le libéralisme économique.

Où se situe Henri Delassus, dans cette controverse ? Son amitié pour l'Association des patrons du Nord l'entraîne vers l'école d'Angers. Sur le juste salaire, il défend la thèse de l'école dite libérale ; Pie XI, dans l'encyclique *Quadragesimo anno* (1931), tranchera la question de façon opposée <sup>2</sup>.

Mais ces discussions portent sur des questions très théoriques. Sur le terrain, les patrons catholiques du Nord – théoriquement partisans des thèses « libérales » et donc d'une conception minimaliste du juste salaire – délivrent en fait des salaires de 10 à 30% plus forts que le *bon père* des démocrates chrétiens, Léon Harmel <sup>3</sup>.

En juillet 1894, une campagne est lancée pour accuser les patrons du Nord de libéralisme économique. Tout en les défendant, Henri Delassus refuse d'entrer dans la polémique, malgré les instances de Léon Harmel et de démocrates chrétiens qui voudraient instaurer un grand débat public sur la question :

Une *Semaine religieuse* n'est point faite pour s'engager dans une discussion qui durera peut-être autant que celle de la prédestination.

D'ailleurs, est-il bien utile d'engager ce grand débat ? (...)

M. Harmel sait mieux que personne comment l'association des patrons chrétiens du Nord a répondu à l'auguste auteur de l'encyclique *Rerum Novarum*. Il sait que nulle part en France, pas même chez lui, du moins sur plusieurs points, on n'a fait plus d'efforts et de sacrifices pour améliorer la condition morale et matérielle de l'ouvrier, que chez certains de nos patrons chrétiens. Qu'il les laisse donc libres sur les points secondaires que le pape a laissés libres <sup>4</sup>.

C'est qu'Henri Delassus ne combat pas d'abord pour des thèses d'économie politique, même s'il en développe quelques-unes à l'occasion. Il saisit que le problème

<sup>1</sup> — Pour une présentation générale des deux écoles : TALMY abbé Robert, *Aux sources du catholicisme social, l'école de La Tour du Pin*, Tournai, Desclée, 1963, p. 31-51.

<sup>2</sup> — Comparer *VSED*, p. 207-209 et *Quadragesimo anno* § 77-78. Voir aussi sur cette question TALMY, *Aux sources du catholicisme social*, p. 159-209 et MADIRAN Jean, *La Justice sociale*, Paris, NEL, 1963, p. 51-67.

<sup>3</sup> — Dans son encyclique *Quadragesimo anno*, Pie XI blâmera ceux qui, à l'époque de Léon XIII, « largement pourvus des biens de ce monde, ne voyaient (dans l'écart social se creusant entre riches et ouvriers) qu'un effet nécessaire des lois économiques et abandonnaient à la charité tout le soin de soulager les malheureux, comme si la charité devait couvrir ces violations de la justice que le législateur humain tolérait et parfois même sanctionnait ». Sur le plan théorique, ces reproches peuvent atteindre les patrons du Nord ; l'abbé Talmy note cependant : « Comparée aux conceptions hardies de La Tour du Pin, la pensée sociale des Patrons du Nord apparaîtra sans doute bien insuffisante et souvent entachée de libéralisme ; toutefois, sur le terrain pratique, ils manifestaient un dynamisme que n'auront jamais les amis de La Tour du Pin » (*Aux sources du catholicisme social*, p. 50). Dans sa vie de Léon Harmel, Georges Guitton doit également reconnaître que ces patrons du Nord manifestaient beaucoup d'esprit surnaturel, une grande ardeur d'apostolat et une immense générosité. Ce sont pourtant ces patrons-là que l'abbé Naudet, parce qu'ils n'épousaient pas les thèses démocrates chrétiennes, traitait d'esclavagistes, de philistins et de pharisiens (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> février 1885, *La Justice sociale* des 3 et 10 mars 1894).

<sup>4</sup> — DELASSUS Mgr, réponse à *L'Univers*, publiée le 12 septembre 1894.



posé par les novateurs démocrates chrétiens est bien plus profond : c'est tout un état d'esprit qui s'y révèle, une conception de la vie qui atteint le christianisme dans son fond même. C'est dans cette perspective (et non comme un manuel d'économie politique) que son ouvrage *Vérités sociales et erreurs démocratiques* doit être lu.

On a déjà signalé certaines faiblesses de cet ouvrage<sup>1</sup>. La principale, qui est commune à l'école d'Angers, est peut-être la tendance à oublier l'anormalité d'une situation économique et sociale désorganisée par la Révolution de 1789 et l'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle ; il y résiste cependant parfois<sup>2</sup>.

Il faut noter que, déferée au Saint-Office par les démocrates chrétiens en 1911, cette étude ne fut pas condamnée. Elle ne reçut pas non plus d'approbation publique, comme plus tard *La Conjuraison antichrétienne*, mais on peut penser que, malgré ses défaillances, elle fut, dans le contexte, jugée plutôt utile<sup>3</sup>. Elle rappelait des principes qui auraient pu, si on s'en était soucié, éviter au courant catholique social de dériver comme il l'a fait.

### Dérive libérale de l'antilibéralisme économique

Car si tous les catholiques sociaux ne devinrent pas démocrates chrétiens, une bonne partie d'entre eux glissa lentement vers le libéralisme. L'exemple du marquis de La Tour du Pin est particulièrement instructif. Son opposition à la révolution tend à se focaliser sur certains aspects économiques et sociaux et à perdre de vue le principal. Il constate que la Révolution a désorganisé la société en détruisant les corporations : l'individu se retrouve seul face à l'État, les ouvriers seuls face au patron ; c'est le règne de la bourgeoisie et de l'individualisme. Pour réagir, il faut rétablir les corporations. Cependant, les milieux ouvriers sont déchristianisés. Conclusion du marquis : pour les atteindre, le mouvement corporatif ne doit pas être confessionnel (c'est-à-dire explicitement catholique). Est-ce seulement une concession provisoire ? Il ne semble pas. L'abbé Talmy a montré comment, pour La Tour du Pin, les associations professionnelles, étant le fondement de la vie civile, doivent certes être animées par les catholiques, pénétrées de leur esprit et de leur programme social, mais doivent en même temps garder une certaine neutralité, et grouper tous les hommes honnêtes sur la base de vérités de la loi naturelle : les temps de la chrétienté, estime-t-il, sont révolus<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> — Voir *Le Sel de la terre* 24, p. 91, 94 et 99-100.

<sup>2</sup> — Voir en particulier *VSED*, p. 360, ainsi que la fin de la note, p. 362. Notons que même Léon Harmel resta longtemps fidèle à l'enseignement de l'école d'Angers – si déficient qu'il le jugera ensuite – parce qu'il avait l'avantage d'exister, tandis que celui de l'école de Liège, bien qu'il se voulût plus thomiste, était objet de discussions interminables et d'exagérations manifestes parmi ses partisans.

<sup>3</sup> — Tel était l'avis d'un des consultants du Saint-Office. Voir *La Critique du libéralisme*, t. VI, n° 67, 15 juillet 1911, p. 507.

<sup>4</sup> — TALMY abbé Robert, *Aux Sources du catholicisme social, l'école de La Tour du Pin*, Tournai, Desclée, 1963. Voir en particulier p. 294-295, et, dans la préface (p. 2), le commentaire de Roger Aubert : « Le "réactionnaire" La Tour du Pin nous apparaît, à certains points de vue, bien plus moderne qu'on ne l'aurait cru (...) précurseur des actuels champions de l'autonomie du temporel et revendiquant pour la politique sociale un

C'est déjà la tendance (si durable au XX<sup>e</sup> siècle) à constituer un corps de doctrine sociale chrétienne... sans tête. Comme si la royauté sociale de Notre-Seigneur n'intéressait pas la doctrine sociale de l'Église.

En 1881, La Tour du Pin dénonçait le « libéralisme économique, lequel procède du libéralisme politique et religieux et reste dans les faits l'expression peut-être la plus redoutable de la grande hérésie de 1789 <sup>1</sup> ».

Voilà donc le libéralisme économique *plus redoutable* que le libéralisme idéologique (dont il procède pourtant). D'où la tentation de le combattre lui principalement, en délaissant la lutte pour les droits de l'Église. La Tour du Pin restera toutefois monarchiste et finira à l'Action française. Léon Harmel, lui, va plus loin. Son biographe (et presque hagiographe) Guitton parle de « l'acharnement qu'il met à débusquer le libéralisme dans tous les coins où il s'embusque <sup>2</sup> ». C'est vrai, il dénonce la Révolution et le libéralisme. Mais qu'entend-il par là ?

La Révolution française a été faite exclusivement au profit de la bourgeoisie et du capitalisme, qui ont prétendu être tout, et qui en effet sont devenus tout dans notre société quatre-vingt-neuviste. (...) Nous, démocrates chrétiens, nous prétendons que tout le mal vient du règne de Mammon. Le règne de la justice, par le respect des droits de chacun et de l'amour envers le prochain, la pratique de l'Évangile en un mot, nous apparaît comme la source de tout bien <sup>3</sup>.

Là encore la lutte contre le libéralisme économique prend le premier plan (*tout* le mal vient de Mammon) et tend à faire oublier la défense des droits de la vérité.

La tendance des catholiques sociaux se réalise en acte chez les démocrates chrétiens.

## Les ambiguïtés de départ de la démocratie chrétienne

Jusqu'en 1880, l'archidiocèse de Cambrai resta remarquablement uni dans la soumission à la doctrine catholique intégrale (celle du *Syllabus*). Puis tout changea en deux décennies, et il devint (avec la Bretagne, Lyon et Bordeaux) une des terres d'élection de la démocratie chrétienne <sup>4</sup>. Henri Delassus dut faire face à l'abbé Lemire (le prêtre-député d'Hazebrouck), mais aussi à l'équipe de la revue *La Démocratie chrétienne* qui groupa à Lille, autour de l'abbé Six, une dizaine d'abbés démocrates ;

---

caractère de neutralité. (...) Voilà certes un aspect assez inattendu, qui se dégage de manière très nette de certaines de ses lettres inédites ».

<sup>1</sup> — Procès verbal d'une réunion du 3 avril 1881, cité par TALMY, *ibid.*, p. 25.

<sup>2</sup> — GUITTON Georges, *Léon Harmel*, Paris, Spes, 1927, t. I, p. 120.

<sup>3</sup> — HARMEL Léon, lettre à F. Mouthon publiée dans *La France libre* du 2 octobre 1897.

<sup>4</sup> — Mgr DELASSUS fait ce récit dans *La Démocratie chrétienne : parti et école vus du diocèse de Cambrai* (désormais : *La DC*), (DDB, Lille, 62 p., 1911), p. 6.

parmi eux les jeunes abbés Tiberghien, Vanneufville et Glorieux qui feront carrière à Rome et y constitueront une sorte de *lobby* démocrate chrétien <sup>1</sup>.

Pour les démocrates chrétiens, c'est bien simple : le directeur de la *Semaine* cambraisienne est mû par la passion. La passion politique, d'abord : il a vieilli dans l'attachement à la monarchie et ne peut plus se défaire du pli ; incapable de comprendre les aspirations de son temps, il s'est enfermé dans un passé idéalisé d'où il anathématise tout ce qui va contre ses rêves. De surcroît, il est d'humeur belliqueuse, rancunière et jalouse ; ses polémiques, ses attaques sont l'expression de ressentiments personnels, de vieilles haines recuites.

Le chroniqueur religieux du *Figaro* et du *Journal de Genève* écrit ainsi :

Mgr Delassus, dont la haine contre l'abbé Lemire est vraiment diabolique, une de ces haines de prêtre qui sont d'autant plus implacables chez le prêtre dévoyé que la mission du prêtre est toute de miséricorde et d'amour, Mgr Delassus a eu l'abominable hypocrisie de prétendre qu'il faisait [en le critiquant] acte de correction fraternelle envers M. Lemire et de charité envers le peuple chrétien. (...) Le dégoût l'emporte sur la colère [etc.] <sup>2</sup>.

Cinquante ans plus tard, Jeanne Caron développe (plus finement) la même idée dans sa thèse sur le Sillon : analysant les critiques portées par la *Semaine* de Cambrai, elle reconnaît que le Sillon prête le flanc à certaines critiques, admet qu'« il était légitime qu'un directeur de *Semaine* religieuse demandât des explications », puis tout à coup, par une habile manœuvre de diversion, se débarrasse de l'ensemble des accusations en invoquant la passion politique de leur auteur. Le tour d'escamotage, mené de main de maître, mérite qu'on s'y arrête :

Considérons maintenant pour les deux années 1907-1908 les groupements, les journaux ou les personnes sur lesquels la *Semaine religieuse* a tenté de jeter le discrédit. Nous trouvons les *Semaines Sociales*, la *Quinzaine* de Fonsegrive, la *Revue du clergé*, les *Annales de Philosophie chrétienne* de Maurice Blondel, le *Bulletin de la Semaine*, le journal *Demain*, le *Journal de Roubaix*, la *Justice sociale* de l'abbé Naudet, la *Vie catholique* de l'abbé Dabry, le *Peuple français* de l'abbé Garnier, les Cercles d'Études en général (et ceux de la jeunesse catholique sont nommément désignés), un représentant des syndicats chrétiens d'Hellemmes pour son toast à la *Semaine Sociale* d'Amiens, l'abbé Lemire, Paul Bureau et même Albert de Mun, dont le nom est discrètement amené dans une citation. Il semble évident que Mgr Delassus poursuit de préférence les « ralliés » et tout ce qui

---

<sup>1</sup> — Les abbés Tiberghien, Vanneufville et Glorieux, surnommés, au Vatican, *les trois italiens de Tourcoing*, car originaires de cette ville, ont fréquenté le collège du Sacré-Cœur où étudiera, plus tard, le jeune Marcel Lefebvre. Jules Tiberghien (1867-1923) s'installe le premier à Rome. Apprécié par Léon XIII, nommé camérier secret surnuméraire à la secrétairerie d'État, il fait venir, comme correspondants de *La Croix*, ses amis Louis Glorieux (1867-1925) et Gaston Vanneufville (1866-1934). Le « trio » (comme l'appelle leur ami Mgr Della Chiesa – futur Benoît XV) devra se défendre, sous saint Pie X, d'une certaine suspicion, mais le pontificat de Benoît XV accroîtra leur influence.

<sup>2</sup> — DE NARFON M., *Journal de Genève*, 13 septembre 1912 (BARBIER, *Histoire*, t. V, p. 332).

s'apparente de près ou de loin à la démocratie chrétienne. Notre soupçon se change en certitude quand nous rapprochons la *Semaine religieuse* de la troisième partie de son livre de 1904 [*Le Problème de l'heure présente*], inspirée de très près de Joseph de Maistre et qui attaque les institutions républicaines et démocratiques comme rentrant, elles aussi, dans le vaste plan de la franc-maçonnerie. Dès lors, la conviction se dessine que Mgr Delassus poursuit dans le Sillon les idées de république et de démocratie et qu'il est animé à son égard d'une passion politique violente <sup>1</sup>.

Le sophisme est grossier : les dénoncés sont ralliés ; donc dénoncés *parce que* ralliés ; donc dénoncés à tort, par pure passion politique. En outre, J. Caron amalgame des groupements que Mgr Delassus n'a pas mis sur le même plan et laisse entendre que, aveuglé par sa passion antidémocratique, le chanoine de Lille les confondait dans une commune détestation. Or, loin d'amalgamer ainsi, Henri Delassus, dès son premier ouvrage, précisait sur la *démocratie* :

Ce mot est devenu aujourd'hui tellement équivoque qu'il devient nécessaire de distinguer chaque fois qu'il est employé <sup>2</sup>.

Ce n'est tout de même pas sa faute si les démocrates chrétiens ont voulu se parer d'un titre grevé par tant d'ambiguïtés !

### Première ambiguïté : le terme même de démocratie chrétienne

Le terme même *démocratie chrétienne* est ambigu parce qu'imposé par une manœuvre en deux temps : d'abord vider l'expression de tout sens politique en la présentant à la bénédiction papale ; puis, une fois le mot admis, lui rendre sa signification courante.

On prétend d'abord que ce terme désigne uniquement le dévouement au peuple, que l'on peut parfaitement être démocrate chrétien et monarchiste, que la démocratie chrétienne, c'est en tout et pour tout « l'union du peuple et de l'Église ». Léon XIII l'approuve en ce sens, le 8 octobre 1898 <sup>3</sup>, puis, dans sa lettre *Graves de communi*, 18 janvier 1901, répétant qu'il ne doit pas prendre un sens politique.

Recommandation qui, bien sûr, demeurera lettre morte : « le pape a avalé le mot, il avalera bien la chose ». Les démocrates chrétiens enseigneront ensuite en toute tranquillité que la démocratie politique est postulée par le christianisme.

Cette première ambiguïté est amplement dénoncée par Mgr Delassus <sup>4</sup>, mais les démocrates chrétiens parent le coup en rapprochant deux encycliques de Léon XIII :

<sup>1</sup> — CARON Jeanne, *Le Sillon et la démocratie chrétienne, 1894-1910*, Paris, Plon, 1967, p. 672-673.

<sup>2</sup> — DELASSUS Mgr, *L'Américanisme*, p. 239.

<sup>3</sup> — Mgr Delassus a raconté cet épisode dans *L'Américanisme*, p. 418-420 et dans *VSED*, p. 64-69.

<sup>4</sup> — Voir DELASSUS Mgr, *VSED*, p. 60-80. Voir aussi p. 87-88 comment le chanoine de Lille s'accorde avec Toniolo sur une définition acceptable de la démocratie chrétienne : définition très proche de celle du cours

*Rerum novarum* (sur l'action sociale) et *Au milieu des sollicitudes* (sur le ralliement). Publiées à dix mois d'intervalle, elles sont, disent-ils, complémentaires ; ce ne sont que les deux volets d'une même vision d'ensemble. Il faut donc les comprendre l'une par l'autre. Or la démocratie chrétienne, étant action sociale, doit trouver sa charte dans *Rerum novarum*, donc aussi dans *Au milieu des sollicitudes* qui prône le Ralliement. Elle est donc inséparable de la démocratie politique (CQFD).

On en arrive à une deuxième ambiguïté fondamentale : celle du ralliement.

## Deuxième ambiguïté : le ralliement

Ambiguïté d'autant plus redoutable qu'elle vient de très haut : de Léon XIII lui-même.

L'exposé doctrinal du pape sur la soumission aux pouvoirs établis était orthodoxe, personne ne le contesta. Le problème venait avec les directives *pratiques* qui non seulement demandaient aux catholiques davantage que cette simple soumission, mais, surtout, dissimulaient les intentions véritables du pape. Léon XIII dit une chose et en fit une autre – Jean Madiran en a fait la très claire démonstration <sup>1</sup>. Officiellement, le pape demande aux catholiques d'accepter le régime républicain afin d'être plus unis dans la lutte pour les droits de l'Église. Abandonner une escarmouche d'arrière-garde pour mieux mener le combat essentiel. Consignes de *lutte*, donc, lutte pour ce qui est essentiel : les droits de l'Église. Mais dans la réalité, il mène une politique de *conciliation*, d'accommodement avec le régime maçonnique, et il encourage ceux qui, en France, font de même :

Le mensonge solennel du ralliement a empoisonné dès l'origine la démocratie chrétienne : il incitait les démocrates chrétiens à tenir pour nulles les considérations doctrinales officielles sur la nocivité de la législation laïque et sur la nécessaire intransigeance en matière de religion. (...) [II] habitait les ralliés à tenir pour clauses de style et remontrances platoniques la doctrine traditionnelle de l'Église sur l'origine et l'exercice du pouvoir civil <sup>2</sup>.

Le pape sera comme pris à son propre piège lorsque les démocrates chrétiens, prétendant lui obéir, dépasseront non seulement ses consignes mais même ses intentions et prôneront la réconciliation de l'Église et de la révolution. Il aura beau multiplier les rappels (tous d'une doctrine parfaite), il ne parviendra jamais à se faire obéir : les démocrates applaudissent en chœur, ovationnent le souverain pontife, claironnent leur entière soumission puis retournent en faire à leur guise, se donnant de surcroît le luxe de dénoncer comme désobéissant au pape tous leurs adversaires.

---

d'économie sociale du Père Antoine (recommandé par l'Action populaire. Voir Émile POULAT, *Église contre bourgeoisie*, Casterman, 1977, p. 171-172). Mais Henri Delassus montre bien que, dès l'origine, les démocrates chrétiens ne s'en tiennent pas là.

<sup>1</sup> — MADIRAN Jean, *Les deux Démocraties*, Paris, NEL, 1977, p. 85-133.

<sup>2</sup> — MADIRAN J., *ibid.*, p. 125.

Comment réagir ? On ne peut rejeter des consignes doctrinalement parfaites ; mais il faut s'opposer à une pratique qui trahit les principes, même si elle est bénie par le pape. C'est ce que fera Mgr Delassus, avec une maîtrise qui déchaînera la colère de ses adversaires. Ceux-ci aimeraient le prendre en défaut, surprendre sous sa plume une parole irrespectueuse à l'égard du pape, qui pourrait, montée en épingle, être exploitée contre lui. Or le chanoine de Lille ne dévia pas d'un pouce et, tout en combattant fermement les novateurs, ne se permit pas de critiquer les documents pontificaux. Il se contenta de noter à leur sujet :

Chose curieuse, on trouve aujourd'hui les exagérations qui travestissent l'infaillibilité chez ceux-là mêmes qui, en 1870, la redoutaient et voulaient la prévenir <sup>1</sup>.

Il est impensable, ajoutait-il, que le pape soit, en dehors de circonstances bien définies, « à l'abri de toute erreur dans toutes ses paroles et dans tous ses actes ».

Cette mesure suscite chez ses adversaires de violents accès de dépit. Le 14 mai 1904, prenant connaissance de félicitations adressées à la *Semaine* de Cambrai par le nonce apostolique, la *Justice sociale* (de l'abbé Naudet) s'indigne :

Toutes les félicitations du monde adressées à M. le chanoine Delassus ne peuvent prévaloir contre ce fait patent, manifeste, évident pour tous ceux qui sont les compatriotes de M. le chanoine Delassus, que jamais, au grand jamais, la *Semaine religieuse de Cambrai* n'est entrée, même si peu que ce soit, dans l'esprit de l'encyclique *Rerum novarum*. Et la preuve que je suis en plein dans la vérité en parlant ainsi, c'est que je mets au défi M. le chanoine Delassus de dire le contraire.

Naturellement, M. le chanoine Delassus n'a pas été assez maladroit pour dire et écrire sa pensée, à savoir que Léon XIII n'était qu'un démagogue. Mais sa tactique claire, nette, évidente a été la suivante :

1° Faire la conspiration du silence sur Léon XIII et son encyclique.

2° Écraser par tous les moyens ceux qui essaient – pas toujours très heureusement, je le reconnais – de s'inspirer de cette encyclique.

Et c'est alors que nous avons vu cette lutte sauvage, fielleuse, suintant la haine et l'envie, de la *Semaine religieuse de Cambrai*, tout particulièrement contre les abbés Lemire et Naudet (...)

Et ce n'est un mystère pour personne que M. le chanoine Delassus a pratiqué vis-à-vis des directions politiques de Léon XIII exactement la même attitude et la même tactique que vis-à-vis de l'encyclique *Rerum novarum*.

Je ne crois pas avoir besoin de développer et de prouver ces deux affirmations, que M. le chanoine Delassus lui-même ne démentira sûrement pas. C'est son orgueil, à lui, de croire qu'il a été plus clairvoyant que Léon XIII <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> — DELASSUS H. dans la *SR de Cambrai* du 26 juin 1897. Cité par Émile POULAT, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Tournai, Casterman, 1969, p. 522.

<sup>2</sup> — LANCERY Dr G. (1857-1924), dans *La Justice sociale* du 14 mai 1904. *La Justice sociale* devra cesser de paraître en 1908 après condamnation du Saint-Office : son directeur, l'abbé Paul Naudet (1859-1929), s'était

Deux ans plus tard, le 20 janvier 1906, le même hebdomadaire :

Oui ou non, est-il de notoriété publique, par tout le diocèse, par toute la France, par toute la catholicité, que la *Semaine religieuse de Cambrai*, dirigée par le chanoine Delassus, a été l'âme de l'opposition, en France, à toutes les directions politiques et sociales de Léon XIII ?

Et une semaine plus tard, sous le titre *Léon XIII et Delassus* :

Je demande pardon à la mémoire de cet homme de génie et de ce grand pape que fut Léon XIII de lui opposer un sot comme le chanoine Delassus. Mais la vérité me force bien à reconnaître que, si la politique religieuse et sociale de Léon XIII a si complètement échoué en France, c'est au chanoine Delassus qu'en revient la principale responsabilité.

Comment un simple chanoine, même félicité par Mgr Monnier, a-t-il pu avoir une pareille action et une pareille influence ? Mais tout simplement en s'appuyant tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre ; mais en sachant extraire savamment et artistement tantôt quelques lignes, tantôt quelques mots d'un mandement, d'un discours, d'une publication, pour faire parler les uns conformément à ses intentions, pour faire parler les autres d'une manière odieuse. Cet homme a poursuivi son but avec une ténacité de sectaire et avec une obstination d'imbécile, se servant habilement de l'opposition plus ou moins sourde de quelques évêchés pour neutraliser presque tous les autres (...) <sup>1</sup>.

Un autre démocrate chrétien, le père Dehon, accuse le chanoine Delassus de mener une *résistance oblique* et de *contrecarrer les directions pontificales d'une manière dissimulée* <sup>2</sup>. Vu l'ambiguïté de la situation et ce que l'on fait en France avec les *directives pontificales*, (en oubliant, à côté, tout l'enseignement magistralement délivré par des encycliques comme *Libertas* ou *Immortale Dei*), c'est certainement, en fin de compte, le meilleur hommage qu'on puisse rendre à sa perspicacité.

---

publiquement compromis avec les modernistes. D'autres journaux démocrates chrétiens seront condamnés à la même époque, notamment *La Quinzaine* de Georges Fonsegrive (1907) et *La Vie Catholique* de l'abbé Dabry (1908). *La Démocratie chrétienne* cessera aussi de paraître en 1908 (mais sans condamnation du Saint-Office).

<sup>1</sup> — LANCRY Docteur, dans *La Justice sociale* du 27 janvier 1906.

<sup>2</sup> — Le père DEHON dans sa pieuse revue *Le Règne de Jésus dans les âmes et dans la société*, mars 1902. Après une méditation sur la couronne d'épines, il enchaîne sur les souffrances endurées par Léon XIII : « Il y a des catholiques qui, depuis dix ans, par leur obstination et leur désobéissance, font souffrir notre père bien-aimé. (...) Il y a des catholiques français qui, depuis dix ans, ont abreuvé d'amertumes notre grand pontife et attiré sur leur patrie bien des calamités (...) ». Après quelques passages du même style larmoyant, il dénonce nommément les deux monstres : le père Maignen et le chanoine Delassus. (Cité par BARBIER, *Histoire*, t. 3, p. 304-305)

### Troisième ambiguïté : les deux démocraties

On en arrive à l'ambiguïté fondamentale : la confusion, sous le terme *démocratie*, d'un simple mode de désignation du gouvernant – un mode parmi d'autres comme dans l'antiquité ou chez saint Thomas d'Aquin – et d'une idéologie, celle des droits de l'homme (la loi est l'expression de la volonté générale ; le principe de toute autorité réside dans la nation). Démocratie *classique* et démocratie *moderne*, distingue Jean Madiran qui note que, faute de poser cette distinction initiale, la démocratie chrétienne a nécessairement dévié. Mais Madiran accuse aussi les opposants catholiques à la démocratie chrétienne d'avoir méconnu cette distinction et de s'être ainsi placés eux-mêmes dans une situation fautive : ils combattaient comme hérétique la démocratie en général, oubliant que celle qui n'est qu'un mode de désignation du chef (démocratie classique) est autorisée par l'Église<sup>1</sup>.

La critique est-elle justifiée ?

En fait, la distinction se trouve très nettement chez les principaux camarades de combat de Mgr Delassus. Le chanoine Gaudeau a écrit en 1919 des pages lumineuses sur cette question<sup>2</sup>. Le père Maignen est tout aussi clair<sup>3</sup> et la position du chanoine Delassus est exactement parallèle : il considère comme Pie VI et plusieurs docteurs de l'Église que la monarchie est, en soi, la meilleure forme de gouvernement<sup>4</sup>. Mais il ne nie aucunement que les deux autres formes soient légitimes et puissent être, en certaines circonstances, préférables. Il n'entend donc pas lier le catholicisme à une forme de gouvernement, même lorsqu'il exprime sa préférence.

Certes, il emploie toujours le mot *démocratie* dans un sens péjoratif (sauf en parlant de la « démocratie chrétienne » autorisée par Léon XIII : action en faveur du peuple), mais c'est une question de vocabulaire. Dans sa brochure, le père Maignen réserve le nom de *démocratie* au régime révolutionnaire et appelle *république* le pur système de gouvernement indépendant de l'idéologie. Mgr Delassus fait de même. Il reconnaît clairement : « Considérée *dans son essence*, la république peut être légitime et aussi pure de toute alliance avec la révolution que la forme monarchique<sup>5</sup>. » Tandis qu'il affirme : « La démocratie est le confluent de toutes les erreurs du siècle<sup>6</sup>. »

Car c'est bien le terme de démocratie que revendiquent les meneurs de la 3<sup>e</sup> vague libérale, et cet idéal démocratique – qui n'est pas seulement un attachement aux formes républicaines de gouvernement, même s'il le comporte – est précisément ce que veut combattre le chanoine de Lille, en le désignant par son nom.

<sup>1</sup> — MADIRAN Jean, *Les deux Démocraties*, Paris, NEL, 1977, p. 58-66.

<sup>2</sup> — On s'y reportera avec profit dans le n° 19 du *Sel de la terre*, (p. 343-345). L'auteur montre très clairement comment la *démocratie moderne* se distingue de la démocratie autorisée par l'Église.

<sup>3</sup> — MAIGNEN père Charles, *La Souveraineté du peuple est une hérésie*, Paris, 1892, p. 39-40.

<sup>4</sup> — Pie VI parlait de la monarchie « *forma præstantioris monarchi regiminis* » (texte dans *Le Sel de la terre* 19, p. 334).

<sup>5</sup> — DELASSUS Mgr, *L'Américanisme*, p. 196.

<sup>6</sup> — DELASSUS Mgr, *Le Problème de l'heure présente (PbHP)*, Lille/Paris, DDB, 1904 (2 vol. de 426 et 472 p.), t. 2, p. 187 ou *VSED*, p. 110.



L'abbé Emmanuel Barbier notait en 1911 :

Mgr Delassus au cours de [sa] longue carrière s'est toujours montré le champion intrépide autant que vigilant et averti de la pure orthodoxie ; il a combattu successivement toutes les formes d'erreurs plus ou moins déguisées qui, depuis une vingtaine d'années, ont produit chez nous une si lamentable déviation du sens catholique ; et, *comme le démocratisme en était le plus commun véhicule*, c'est contre lui qu'il eut à soutenir les luttes les plus vives <sup>1</sup>.

En termes exacts, Mgr Delassus présentait la démocratie comme « la suggestion-mère dont les assiégeants se servent pour battre en brèche la civilisation chrétienne dans l'opinion et, par suite, dans les institutions <sup>2</sup> ».

On retrouve son idée centrale : les menées novatrices ne se comprennent bien que dans le contexte de la conjuration antichrétienne, car elles sont la pénétration à l'intérieur même de l'Église, des principes menant à la religion humanitaire mondiale.

## Démocratie chrétienne ou conjuration antichrétienne ?

Un partisan du démocratisme chrétien a récemment résumé en trois thèses cette idéologie :

1. — Le christianisme n'est pas seulement religion du salut, mais aussi un ferment de progrès social, actif même en dehors du catholicisme ;
2. — Il s'accorde de façon préférentielle avec la démocratie (politique) ;
3. — Il tend à l'égalisation des conditions (démocratie sociale) <sup>3</sup>.

Description remarquable, qui rejoint la plupart des critiques de Mgr Delassus. Car chacun de ces principes sert la révolution.

### 1. Le christianisme ferment de progrès politique et social

D'abord, le christianisme aurait une efficacité temporelle indépendante de son action surnaturelle. L'Évangile serait ferment de justice et de progrès, non pas seulement par conséquence de son action surnaturelle dans les âmes (et par surcroît), mais indépendamment même de l'Église catholique et des vertus théologiques.

Les citations recueillies par Mgr Delassus permettent de distinguer les étapes de cette déviation.

---

<sup>1</sup> — BARBIER abbé dans *La Critique du libéralisme*, t. 6<sup>e</sup>, n° 67, 15 juillet 1911, p. 502-503. C'est nous qui soulignons.

<sup>2</sup> — DELASSUS Mgr Henri, *La Conjuration antichrétienne (Conj.)*, Lille/Paris, DDB, 1910 (trois tomes d'un total de 1342 pages), p. 4 (introduction).

<sup>3</sup> — LETAMENDA Pierre, *Le Mouvement républicain populaire*, Paris, Beauchesne, 1995, p. 6.

La vertu d'espérance est la première attaquée chez les abbés démocrates. Fascinés par le monde moderne, ils cessent de fonder leur action sur les principes surnaturels institués par Notre-Seigneur, pour se fier aux moyens humains. D'où cette ahurissante utopie : pour s'imposer aux hommes, le catholicisme doit *d'abord* fournir le bonheur sur terre.

La chose paraît énorme, tant elle contredit radicalement l'Évangile – mais Mgr Delassus cite des textes formels. L'abbé Naudet déclare par exemple :

On se rappelle qu'*avant* de donner à la foule, rassemblée autour de lui dans le désert, l'enseignement de sa parole sainte, Jésus l'avait nourrie du pain d'une miraculeuse multiplication (...) <sup>1</sup>.

L'Évangile dit tout le contraire (Mc 6, 34-36 et 8, 1-2). Mais surtout :

Ils disent donc qu'*avant* de parler au peuple de ses devoirs, de son âme et de la vie éternelle, il faut travailler à assurer son bien-être temporel. Et voici que l'Évangile nous montre par le fait, qu'alors que les bienfaits temporels étaient octroyés par Notre-Seigneur lui-même, ils n'avaient point cette vertu de préparer à la foi le cœur du peuple qui en était témoin et qui en profitait. (...)

Ainsi donc, avant la multiplication des pains, les Juifs suivent Jésus pour l'écouter, pour recueillir sa parole ; après, ils le cherchent pour le faire roi : non pour avoir un roi qui continue à les instruire du royaume du ciel, mais un roi qui les dispense d'arracher à la terre le pain à la sueur de son front, un roi qui ait le pouvoir de les nourrir par miracle. (...) Que ce soit bien là leur pensée et les dispositions dans lesquelles ils sont, Notre-Seigneur nous le donne clairement à entendre, puisque lui qui, avant la multiplication des pains, avait marqué son admiration pour le zèle à se nourrir de la parole divine, leur reproche maintenant de ne plus songer qu'à la nourriture qui périt, de mettre en oubli celle qui demeure pour la vie éternelle ; bien plus, de ne voir en lui que le bienfaiteur temporel, et de fermer les yeux sur les signes que le Père a mis en lui pour l'accréditer comme le Rédempteur des âmes [Jn 6, 26-27]. Le bienfait temporel n'a donc éveillé en eux que le désir des biens temporels. (...) Le rassasiement de leur corps a si peu préparé leur âme à comprendre et goûter les choses spirituelles, qu'ils finissent par murmurer contre Jésus et par le quitter parce que, voulant les arracher à leurs pensées terrestres et élever leur cœur dans les régions surnaturelles, le divin Sauveur leur dit : « Je suis le Pain vivant descendu du ciel » [Jn 6, 51] <sup>2</sup>.

Elle est donc pleinement illusoire la tentative d'amener au Christ en prêchant d'abord la justice sociale. Mais, de surcroît, elle entraîne à une deuxième erreur, encore plus pernicieuse : le christianisme conçu comme ferment réalisant dans la société *un monde de justice et de liberté*, au sens révolutionnaire du terme.

---

<sup>1</sup> — Cité par Mgr DELASSUS, *PbHP*, t. 2, p. 124. Voir aussi *L'Américanisme*, p. 159-161.

<sup>2</sup> — DELASSUS Mgr, *PbHP*, t. 2, p. 125-126.

Car la défection démocrate chrétienne est menée par mode d'*inversion*. Il ne s'agit plus, comme chez les libéraux de la deuxième vague, d'abandonner tout idéal politique chrétien et de prôner seulement « l'Église libre dans l'État libre ». Non. Les démocrates chrétiens n'abandonnent pas l'idée d'une politique chrétienne, ils font pire : ils l'inversent. Un des meilleurs exemples est fourni par l'abbé Gayraud :

Christianiser la société, cela signifie, pour nous, faire régner dans l'ordre social les principes chrétiens de fraternité et de justice <sup>1</sup>.

Aveu remarquable. Léon XIII a pourtant clairement exprimé les devoirs d'une société chrétienne : honorer officiellement le Christ dans toutes les institutions publiques, protéger l'Église, réprimer autant que possible les faux cultes et les occasions de scandale, etc. Tout cela est très clair, mais les abbés démocrates n'en tiennent aucun compte. Pour eux le Christ est venu déposer dans l'humanité le germe de la démocratie. Le critère de christianisation d'une société, c'est donc la démocratie.

Car, poursuit l'abbé Gayraud, ces principes de justice et de fraternité qui christianisent la société « sont admis par les libres-penseurs démocrates et surtout par les masses ouvrières ». Donc l'action doit être menée avec ces gens-là qui ont (sans le savoir) des principes chrétiens. L'abbé sera partisan d'une démocratie chrétienne *non confessionnelle* (sans références explicitement catholiques).

Tous n'iront pas si loin : le père Dehon, fidèle à l'enseignement de Léon XIII, demande que l'action démocrate chrétienne soit explicitement catholique. Mais la majorité des abbés démocrates tient la thèse opposée. L'abbé Naudet développe :

Il y a à n'être pas confessionnel un avantage énorme : celui de ne pas faire de petite chapelle, d'entrer dans le grand courant, de n'être plus isolé <sup>2</sup>.

Toute la question est, bien-sûr, de savoir quel est ce grand courant...

Pour l'abbé Garnier, ce sont les catholiques en général et non plus le seul parti démocrate chrétien qui doivent être désormais *non-confessionnels* ; il explique :

Les catholiques non-confessionnels sont ceux qui agissent, électoralement et politiquement, *comme les autres* citoyens ; qui mettent en avant le bien du pays en général, la défense de l'âme française, les améliorations ouvrières, agricoles, économiques, sociales et nationales <sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> — GAYRAUD abbé dans *L'Univers* du 27 mars 1898. Cité par DELASSUS Mgr, *PbHP*, t. 2, p. 123. Soulignons que ces paroles avaient été mûrement pesées par l'abbé Gayraud puisqu'il entendait répondre à un lecteur de *L'Univers* qui l'avait interpellé sur ce point et cherchait à lui faire dire que la démocratie chrétienne devait s'employer à rendre l'État officiellement catholique. Non, non, répond l'abbé Gayraud « le parti démocratique chrétien ne se propose aucunement pour but d'établir la prépondérance politique de l'Église dans l'État ; il réclame seulement la liberté de l'Église. Encore n'espère-t-il obtenir cette liberté que par l'action sociale et comme résultat de cette action démocratique. Christianiser la société, cela signifie, pour nous (etc.) ».

<sup>2</sup> — NAUDET abbé, cité par DELASSUS Mgr, *L'Américanisme*, p. 422. Voir aussi *PbHP*, t. 2, p. 166-167.

<sup>3</sup> — GARNIER abbé, dans *Le Peuple français* du 13 mars 1899. Cité par DELASSUS Mgr, *VSED*, p. 74 (et, de façon plus précise, par BARBIER, *Histoire*, t. 3, p. 98).

En un mot, les catholiques peuvent traiter de tout en politique, sauf de la gloire de Dieu et des intérêts de la religion. L'abbé Garnier a un argument en or :

Si les francs-maçons évitent de se révéler comme tels pour entraîner les populations à leur suite, les catholiques pourraient user de la même habileté <sup>1</sup>.

L'abbé Dabry ajoute qu'il ne faut surtout pas se contenter de demander la liberté pour la seule Église catholique ; il faut la liberté pour tous :

Le critérium pour juger si un candidat est bon n'est pas de savoir s'il est particulièrement partisan de la liberté de l'Église, car la liberté de l'Église sans les autres libertés, c'est l'oppression <sup>2</sup>.

Du même abbé, aux électeurs catholiques :

Votre titre de catholiques que vous mettez toujours en avant n'est pas un terme politique ; dans le langage politique, il ne répond à rien, il appartient à un autre domaine. (...) Êtes-vous pour la monarchie ou pour la république, pour l'autorité ou pour la liberté, pour l'aristocratie ou pour le peuple, pour *le statu quo* ou pour le progrès ? Voilà des termes politiques, voilà, si nous voulons nous occuper des affaires publiques, le langage qu'il nous faut apprendre et dans lequel nous pouvons poser des questions aux candidats. Le reste ne les regarde pas <sup>3</sup>.

Voilà où l'on en est dès 1898 : ce qui compte en politique, ce n'est pas l'attitude envers le catholicisme, mais l'ouverture à la démocratie (et au « progrès »).

La démocratie chrétienne opère une naturalisation religieuse de la société. *Naturalisation* puisque la foi surnaturelle devient une option personnelle. Mais naturalisation *religieuse* puisqu'on proclame chrétiens les principes de « justice » et d'égalité qui doivent fonder la vie civile.

Autrement dit, il y a deux christianismes : celui des catholiques pratiquants (affaire personnelle) et celui dans lequel tous les membres de la cité moderne communient, chrétiens sans le savoir.

C'est déjà la nouvelle chrétienté de Maritain <sup>4</sup>. Mais c'est surtout le plan de la Contre-Église : une société fondée sur une vague religiosité diffuse (l'humanitarisme, en fait), le dogme demeurant (provisoirement) toléré s'il consent à n'être qu'une opinion personnelle, une façon particulière de vivre la religiosité universelle.

<sup>1</sup> — GARNIER abbé, *ibid.* On trouvera une bonne réfutation de ce sophisme, régulièrement ressorti par les catholiques libéraux sous différentes formes, dans les « Questions-réponses sur la Contre-Révolution », *Le Sel de la terre* 22, p. 222-233. Voir notamment, p. 226 : « user des moyens de la révolution, c'est déjà lui appartenir ».

<sup>2</sup> — DABRY abbé (dans *La Justice sociale* de l'abbé Naudet), 1898. Cité par DELASSUS Mgr, *L'Américanisme*, p. 392.

<sup>3</sup> — DABRY abbé, *ibid.*

<sup>4</sup> — Pour comparer, on peut se reporter à l'étude *De Lamennais à Maritain* de MEINVIELLE abbé Jules, Paris, La Cité catholique, 1965. (Première édition à Buenos Aires, en espagnol, en 1945). Voir en particulier p. 16-23 sur le double christianisme et p. 134-146 sur la foi basique commune naturaliste.

## 2. La démocratie politique

Ferment du progrès social, le christianisme doit nécessairement l'être de la démocratisation. Écoutons le plus théologien des abbés démocrates, l'abbé Gayraud :

Le christianisme est démocratique par son dogme fondamental de la fraternité de tous les hommes en Jésus-Christ et de leur égalité devant Dieu, son Christ et sa loi. Ce dogme est en effet le germe qui a renversé l'ordre social antique et produit l'ordre nouveau. Par lui, tous les hommes, devenus d'abord concitoyens dans la cité de Dieu, devaient logiquement arriver à l'égalité civile dans la cité terrestre. L'idée essentiellement démocratique de l'égalité a trouvé son principe indestructible et divinement fécond dans le dogme de la fraternité chrétienne. C'est pourquoi l'on peut soutenir que l'avènement de la démocratie, considéré en lui-même, abstraction faite des causes immédiates qui l'ont amenée, est le terme de l'évolution sociale commencée dans le monde par la proclamation du dogme de la divine fraternité <sup>1</sup>.

Et ailleurs :

Rien, dans l'Évangile, n'exclut théoriquement la monarchie ; tout cependant, par le moyen de la pratique d'une fraternité réelle entre les hommes, dirige la marche en avant des sociétés chrétiennes. Le fait politique et social de la démocratie, résultat heureux pour les peuples de l'évolution des sociétés, est donc, à mon avis, l'un des fruits de l'Évangile <sup>2</sup>.

Le leader du Sillon, Marc Sangnier s'égara dans des divagations analogues et l'on sait que sa thèse de la démocratie fille légitime du christianisme sera fermement repoussée par saint Pie X. Le saint pape note que non seulement ces gens-là veulent lier le christianisme à la démocratie, mais qu'en plus ils prônent « un genre de démocratie dont les doctrines sont erronées ». Et cela est inévitable. Pourquoi en effet la démocratie serait-elle ainsi exigée si ce n'est parce que l'on considère, au fond, que l'autorité vient du peuple, et que la loi est l'expression de la volonté générale ? L'abbé Naudet avoue d'ailleurs dans *Le Monde* du 2 avril 1895 qu'il s'agit bien de « christianiser la révolution <sup>3</sup> ».

On retrouve le naturalisme révolutionnaire, cette religion de l'homme, que Mgr Delassus dénonce comme un des objectifs de la conjuration antichrétienne.

## 3. La démocratie sociale

---

<sup>1</sup> — GAYRAUD abbé, *Questions du jour*, Paris, 1897. Cité dans BARBIER, *Histoire*, t. 3, p. 82.

<sup>2</sup> — GAYRAUD abbé, *Les Démocrates chrétiens : doctrine et programme*, Paris, 1899. Cité dans BARBIER, *ibid.*, p. 90.

<sup>3</sup> — Cité par DELASSUS Mgr, *L'Américanisme*, p. 381.

Dans l'optique démocratique, la dignité de l'homme requiert qu'il se détermine le plus possible par lui-même. Il faut donc réduire le plus possible (et, si possible, faire disparaître) toutes les inégalités sociales, toutes les autorités, toutes les hiérarchies.

Ce principe égalitaire, particulièrement cher au Sillon, se retrouve ailleurs. Saint Pie X disait :

Les doctrines sillonistes contiennent des erreurs communes à tous les systèmes des démocrates chrétiens, qui s'inspirent d'une fausse interprétation des sages préceptes de Léon XIII <sup>1</sup>.

A la revue *La Démocratie chrétienne* affirmant que la démocratie mettait en pratique « le principe social de l'égalité chrétienne », Mgr Delassus répliquait :

L'égalité n'est pas, ne peut pas être un principe social, parce qu'il n'y a pas et ne peut y avoir de société sans le contraire de l'égalité, à savoir la hiérarchie. Il y a un principe chrétien qui fait les sociétés, qui les organise ; ce n'est pas l'égalité, mais le mérite. Les mérites non seulement des individus, mais encore et surtout ceux des familles, échelonnent les rangs et créent la hiérarchie, c'est-à-dire l'organisme du corps social normalement constitué. [*VSED*, p. 88]

Mené à terme, le principe égalitaire détruirait toute la société, depuis les nations (fondées dans une république universelle) jusqu'à sa cellule de base, la famille :

Dans la société démocratique rêvée par la franc-maçonnerie, il n'y aura plus ou il ne doit plus y avoir que ces deux unités : l'individu et l'État. D'un côté l'État omnipotent, de l'autre l'individu impuissant, désarmé, privé de toutes les libertés <sup>2</sup>.

Logiquement, Mgr Delassus conclut : « La démocratie, c'est l'esclavage <sup>3</sup>. »

En lisant ces lignes, évidemment, les démocrates chrétiens s'indignent : Mgr Delassus les calomnie. Il leur attribue le contraire de leur programme. Il est fou – ou pervers. Et ils sont de bonne foi : ils essaient réellement de défendre la famille, de promouvoir les corps intermédiaires, de s'opposer à l'individualisme. Mais, tout en combattant les ultimes conséquences sociales de la Révolution, ils en adoptent les principes. Et ils ne comprennent pas que le chanoine, lui, se place au plan des principes et de leurs conséquences logiques.

Pour nous qui avons le recul du temps, il est visible que Mgr Delassus avait largement raison : quelle résistance les démocrates chrétiens ont-ils finalement opposée, depuis un siècle, à l'étatisation ? aux lois antifamiliales ? à la dissolution des nations ? aux lois meurtrières sur l'avortement ? Ils auront finalement tout cautionné de leur présence et, même, collaboré à tout.

Au début du siècle, cependant, ils se veulent farouchement anti-maçons, voire antisémites. Qu'on ne les accuse pas de faire le jeu de la maçonnerie : ils renvoient

<sup>1</sup> — Saint PIE X, le 30 août 1910. Cité par DELASSUS Mgr, *La Condamnation du modernisme social dans la censure du Sillon*, Lille, DDB, 1910, (64 p.), p. 45.

<sup>2</sup> — DELASSUS Mgr, *Conj.*, p. 548.

<sup>3</sup> — DELASSUS Mgr, *Conj.*, p. 550.

aussitôt l'accusation aux conservateurs, partisans du libéralisme économique. La preuve ? Les députés maçons, à la Chambre, votent contre toutes les lois de défense de l'ouvrier. En face, ce sont donc les démocrates chrétiens qui, par leurs lois, combattent efficacement les visées maçonniques.

Il existe, sur ce sujet, une page ahurissante du meneur de l'Action Populaire, le père Desbuquois <sup>1</sup>. Il y a bien, dénonce-t-il, une conjuration antichrétienne : elle est menée contre les catholiques sociaux et l'un des artisans en est ... Mgr Delassus !

Et il est tout à fait sérieux ! Il écrit au cardinal Merry del Val :

Tout se passe comme s'il y avait dans l'Église, au cœur même de l'Église, une action organisée ayant pour objet de détruire l'action catholique, ses principales forces, de réduire à l'impuissance ses ouvriers les plus dévoués. Cette action bien organisée utilise admirablement diverses forces en exercice, soit au-dedans, soit au-dehors de l'Église (...) [et] les excès de certains esprits sincères, mais thésistes impitoyables et irréels ou timides au-delà de la mesure du raisonnable ; de ce nombre me semblent être des esprits comme Mgr Delassus, Mgr Fichaux. (...) Le mal est immense. Il existe dans plusieurs pays d'Europe. Il est si grand, la campagne me semble si bien, si savamment menée que je ne puis – j'irai avec Votre Excellence jusqu'au bout de ma pensée – croire à un effet du hasard. Une intelligence, un groupe d'intelligences président à ce travail et, dans la sainte Église, contre la sainte Église même, (...) avec l'appui d'excellents prêtres, d'excellents catholiques dont j'ai défini le caractère, avec l'appui de mouvements politiques ou sociaux qui se prêtent, consciemment ou non, à leur effort destructeur <sup>2</sup>.

Ces dénonciations, qui visent Mgr Benigni et sa Sapinière <sup>3</sup>, ont quelque chose de puéril. On dirait que leur auteur, davantage marqué par Mgr Delassus qu'il ne veut l'admettre, ne parvient à se délivrer de la thèse selon laquelle les démocrates chrétiens sont manœuvrés (de façon lointaine) par la maçonnerie, qu'en se retournant vers son auteur pour lui jeter : « Manœuvré toi-même ! » Curieux phénomène.

<sup>1</sup> — Le père Gustave Desbuquois S.J., nordiste lui aussi (né à Roubaix en 1869), fut directeur de l'*Action Populaire* de Reims et sans doute, en France, l'un des théoriciens les plus rigoureux de l'école sociale ; il n'échappa pas à la déviation libérale du mouvement.

<sup>2</sup> — Père Desbuquois, cité par DROULERS Paul, *Politique sociale et christianisme, le Père Desbuquois et l'Action Populaire. Débats, Syndicalisme et Intégristes (1903-1918)*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1969, p. 368-369. Passages analogues p. 102 et 332-333. Face à cette invocation du complot, P. Droulers ne crie pas au fou, au mythomane, au paranoïaque, il ne parle pas de « mono-idéisme de type obsessionnel », non, il se contente de noter qu'il est dommage que le père Desbuquois ne prenne pas garde à la possible bonne foi de ses adversaires, et ajoute : « on hésite fort à lui en faire reproche, dans le cas. On admire plutôt la ténacité avec laquelle il soutient un combat bien difficile ».

<sup>3</sup> — Sur Mgr Benigni, son action anti-moderniste et la Sapinière, voir *Le Sel de la terre* 24, p. 162-164. Sur ses rapports avec le père Desbuquois, POULAT Émile (*Catholicisme, démocratie et socialisme*, Casterman, 1977, p. 273 et 304) complète utilement Droulers. Contrairement à ce qu'ont encore soutenu récemment certains historiens (notamment P. Pierrard et R. de Mattei), Mgr Delassus ne fut jamais membre du *Sodalitium Pianum* (« Sapinière ») de Mgr Benigni ; il recevait la *Corrispondenza romana* et reproduisait certaines de ses informations, mais gardait sa liberté d'action et de jugement (POULAT É., *Intégrisme et catholicisme intégral*, Casterman, 1969, p. 594 et 68. Voir aussi p. 356, 453 et 505).

En tout cas, le père Desbuquois nage en pleine illusion. Bien sûr, les lois proposées par les catholiques sociaux eurent du bon. Oui, elles furent combattues par des bourgeois francs-maçons totalement indifférents à la misère ouvrière. Mais est-ce dire qu'elles combattaient la franc-maçonnerie elle-même ? Évidemment non. Elles attaquaient certaines des conséquences de la révolution, elles n'attaquaient pas le principe du mal : la révolte de la société contre Dieu. Elles purent donc produire un bien immédiat (comme la seconde vague libérale avait permis le développement de l'enseignement catholique) mais non enrayer à long terme la progression du mal. De fait, la déchristianisation a continué à progresser. Et, un siècle après l'éclosion de cette démocratie chrétienne protectrice des faibles et des humbles, on en est, en France, à tuer impunément les enfants...

D'ailleurs, puisque nous le tenons, ne lâchons pas le père Desbuquois : il est à lui seul une trop bonne démonstration. Ce prêtre, qui n'est pas un excité de la démocratie chrétienne mais un des théologiens les plus mesurés du catholicisme social, ce prêtre qui se récrie quand on parle de manœuvres maçonniques et qui, en revanche, accuse les *intégristes* de travailler contre l'Église, ce prêtre en viendra pendant l'Occupation à faire partie de clubs de travail regroupant maçons et catholiques. Mieux encore : un de ses confrères et amis de l'Action populaire de Reims, le père Berteloot, sera un des grands militants du rapprochement entre Église et franc-maçonnerie <sup>1</sup>...

Et c'est logique : à partir du moment où l'on considère que le mode d'organisation économique de la société est plus important que sa soumission au Christ-Roi, on en vient nécessairement, plus ou moins vite, à collaborer avec la maçonnerie, puisqu'on adopte ses principes. Et l'on travaille ainsi à la construction de cette société humanitaire dénoncée par le chanoine de Lille : « les patries fondues dans une république universelle, les religions dans une vague religiosité. » Dénonciation confirmée par saint Pie X, dans sa lettre sur le Sillon, aussi bien quant à l'origine que quant au terme de cette démocratie chrétienne ;

— quant à l'origine :

Nous ne connaissons que trop les sombres officines où l'on élabore ces doctrines délétères qui ne devraient pas séduire des esprits clairvoyants ;

— quant au terme :

[Le Sillon] ne forme plus dorénavant qu'un misérable affluent du grand mouvement d'apostasie organisé, dans tous les pays, pour l'établissement d'une Église universelle qui n'aura ni dogmes, ni hiérarchie, ni règle pour l'esprit, ni frein pour les passions et qui, sous prétexte de liberté et de dignité humaine, ramènerait dans le

---

<sup>1</sup> — Sur ces relations maçonniques des pères Desbuquois et Berteloot, voir VIREBEAU Georges, *Prélats et francs-maçons*, Paris, Publications Henri Coston, 1978, p. 46-64 ; VIRION Pierre, *Mysterium iniquitatis*, Saint-Cénére (53), éd. saint Michel, 1967 (5<sup>e</sup> éd.), p. 55, 68-69 et 77-79 ; MARSAUDON Yves, *L'Œcuménisme vu par un franc-maçon de tradition*, Paris, éd. Vitiano, 1964, p. 117-118 ; JAMES M.-F., *Ésotérisme, occultisme, franc-maçonnerie et christianisme aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, NEL, 1981, p. 35-36 ; *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, t. 1, *les Jésuites*, sous la direction de DUCLOS P., Paris, Beauchesne, 1985, p. 38-39.



monde, si elle pouvait triompher, le règne légal de la ruse et de la force, et l'oppression des faibles, de ceux qui souffrent et qui travaillent.

C'est bien ce que disait Mgr Delassus : la démocratie (l'idéologie démocrate), c'est l'esclavage.

*(à suivre)*



# LE SEL DE LA TERRE

*Donner le goût de la sagesse chrétienne*

*Revue trimestrielle  
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

---

**Cet article vous a plu ?**

**Vous pouvez :**

[Vous  
abonner](#)

[Découvrir  
notre site](#)

[Faire  
un don](#)

**Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !**